

## Inégalités scolaires et inégalités sociales

« Transformer l'école, ce n'est pas simplement lui assurer les meilleures conditions de fonctionnement, démocratiser l'accès des sections supérieures, c'est remettre en question tout ce qui lui permet de reproduire les rapports sociaux de domination et d'exploitation. » C'est en ces termes que nous terminions notre analyse de la reproduction sociale par l'éducation dans nos Perspectives de l'éducation populaire en 1978.

Dès les années 60, la réforme de l'école unique mise en place par la droite au pouvoir sous les auspices de Jean Berthion, ministre de l'Éducation nationale de l'époque, a permis l'accès à l'enseignement secondaire de la masse des jeunes jusqu'à 16 ans. Depuis, c'est près de 70 % d'une classe d'âge qui, grâce aux mesures volontaristes prises par Chevènement en 1985, arrive au niveau bac.

Parallèlement, après les livres de Baudelot et Establet (1) ou de Bourdieu et Passeron (2) qui, dans les années 70, dénonçaient avec vigueur la reproduction par l'école des rapports sociaux existants au sein de la société, la réflexion critique sur l'école s'est considérablement émue. C'est cet abandon que nous dénoncions justement dans les orientations de l'ICEM-Pédagogie Freinet en 1996.

Presque quarante ans après le début de cette explosion de la scolarisation, des travaux

viennent avec pertinence interroger les résultats de ces réformes. Les conclusions sont sans appel et confortent celles parues dans les années 80 : « L'influence du milieu d'origine se pérennise durant toute la vie active des descendants, indépendamment de leurs études et de leur position initiale (3). » Le pessimisme que nous affichions en 1978 semble hélas pleinement confirmé. Les récentes enquêtes de l'INSEE sur l'école et la formation continue confirment ces conclusions et sont une cinglante réponse à ceux qui confondaient massification et démocratisation. Aujourd'hui, comme avant, « la hiérarchie scolaire respecte la hiérarchie des origines sociales » (4). C'est ainsi que huit enfants de cadre sur dix atteignent la terminale contre trois enfants d'ouvriers. Un jeune issu de milieu modeste n'a qu'une chance sur dix d'être mieux diplômé qu'un enfant de cadre ou de chef d'entreprise. La reproduction fonctionne toujours aussi bien !

Il n'est donc plus possible aujourd'hui d'espérer que l'école telle qu'elle est, même en amplifiant encore la progression d'accès à l'éducation, puisse permettre une quelconque modification des rapports sociaux. Force est de redire avec Freinet : « ... Il nous reste, hélas, trop ancrée encore dans les esprits, l'hypocrite illusion d'une école qui concilierait par sa neutralité toutes les théories pédagogiques et sociales, d'une

école au service des enfants alors qu'elle n'est en réalité, comme toutes les écoles, qu'au service exclusif de la classe qui la crée et qui l'administre, illusion qui pousse les prolétaires eux-mêmes à défendre une organisation dans son essence anti-prolétarienne (5). »

égalité fait long feu. Après le mythe de l'école « libératrice », le mythe de l'égalité des chances que nous dénonçons tout aussi bien que l'illusion du soutien sont renvoyés au domaine de l'imaginaire. Sauf à justifier l'inégalité naturelle, on débouche donc inéluctablement sur la nécessaire remise en cause des rapports de production. « Dans un cas, on proclamera la révision en baisse des ambitions égalitaires, on s'enchantera de revenir aux partages simples et l'on vantera les vertus de l'inégalité naturelle. Dans l'autre cas, on souhaiterait que cette prise de conscience de l'impuissance scolaire contribue à la remise en question des rapports de production, de l'immuabilité sociale elle-même, du carcan du conservatisme qui enserre le corps social (6). » C'est bien sûr cette voie, inscrite dans notre Charte de l'École moderne et réaffirmée par les orientations de l'ICEM votées en 1996, que nous revendiquons. Parallèlement la remise en question des procédures pédagogiques et de leurs implications sociales est certainement un axe de notre réflexion que nous devons diffuser plus largement. Le travail de radiographie du système scolaire mené sous la direction de Jean-Pierre Terrail (7) nous y invite lorsqu'il conclut en estimant que l'école ne pourra être vraiment un facteur de promotion personnelle et sociale sans une refonte radicale des apprentissages du savoir.

Jean-Marie Fouquier

(1) Christian Baudelot et Roger Establet, *L'École capitaliste en France*, Maspero, 1971.

(2) Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *La Reproduction*, Éditions de Minuit, 1970.

(3) Claude Thélot, *Tel père, tel fils ? Position sociale et origine familiale*, Dunod, 1982.

(4) Dominique Goux et Éric Maurin, *Enquête INSEE sur l'école et la formation continue*, 1997.

(5) Célestin Freinet in *L'Éducateur prolétarien*, avril 1931.

(6) Edwy Plenel, *La République inachevée, L'État et l'école en France*, Stock, 1997.

(7) Jean-Pierre Terrail sous la direction de, *La Scolarisation de la France*, la Dispute, 1997.

